

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE

UN LIBRARY

UCL - 6 1979



COLLECTION

Distr.  
LIMITEE

A/C.1/34/L.57  
3 décembre 1979  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-quatrième session  
PREMIERE COMMISSION  
Point 46 a) de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT DE LA  
SECURITE INTERNATIONALE

NON-INTERVENTION DANS LES AFFAIRES INTERIEURES DES ETATS

Algérie, Botswana, Chypre, Cuba, Ethiopie, Guyane, Madagascar,  
Sri Lanka et Yougoslavie : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 31/91 du 14 décembre 1976, 32/153 du 19 décembre 1977 et 33/74 du 15 décembre 1978, relatives à la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats,

Prenant acte des rapports du Secrétaire général (A/34/192 et Add.1 et A/34/193 et Add.1) qui contiennent les vues des Etats Membres sur les moyens de mieux faire respecter le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats,

Réaffirmant qu'une déclaration sur la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats contribuerait considérablement à l'élaboration plus poussée des principes visant à renforcer, entre les Etats, une coopération sur une base équitable et des relations amicales fondées sur l'égalité souveraine et le respect mutuel,

Constatant qu'un certain nombre d'Etats Membres ont appuyé la rédaction d'une telle déclaration,

Prenant note du projet de déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention et de l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats qui figure dans le document A/C.1/34/L.56,

Considérant qu'il n'a pas été possible d'achever les négociations sur ce projet à temps pour qu'elle puisse adopter une telle déclaration à sa trente-quatrième session,

1. Exprime l'espoir que les négociations se poursuivront et seront intensifiées en vue de l'adoption, à sa trente-cinquième session, d'une déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention et de l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats;

2. Décide de créer au début de sa trente-cinquième session un Groupe de travail spécial de la Première Commission, à composition non limitée, en vue d'élaborer et de mettre définitivement au point le texte de la déclaration;

3. Décide en outre d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-cinquième session une question intitulée "Application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale".

-----